

SITL 2017 : la décarbonation fait consensus auprès des candidats à la présidentielle

IN LANTENNE.COM DU 15 MARS 2017

Le jour de l'ouverture de l'édition 2017 du salon SITL, les représentants des principaux candidats à l'élection présidentielle ont présenté le point de vue du futur président de la République en matière de transport et de logistique. Des stratégies diverses où le dossier de la décarbonation constitue un consensus. Ainsi, le sénateur Louis NEGRE (de l'équipe Les Républicains), représentant le candidat François FILLON, se veut un adepte de la "décarbonation". Selon lui, "il faut tout faire pour verdifier la fiscalité". Il prône "le développement de la part du fret massifié". [...] Quant au projet du canal Seine-Nord, il souligne : "François Fillon a pris position en sa faveur". Mais il estime que les ports normands ne doivent pas en pâtir. En matière de transport maritime, il dit ne pas comprendre "que les navires passent au large des ports français pour aller décharger en Hollande et en Allemagne". Il s'est également dit satisfait de l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire en France. De son côté, le député Arnaud LEROY, représentant Emmanuel MACRON pour le mouvement "En Marche !", a souligné son attachement au plan France Logistique 2025. Il s'est dit certain que son application suffirait à refaire progresser la France au classement de la Banque mondiale. L'auteur de la proposition de loi sur l'économie bleue a évoqué le phénomène des "villages fret" allemands et s'est dit favorable au canal Seine-Nord, à la chaudière du Havre et à la ligne Serqueux-Gisors. Selon lui, "les ports doivent être avant tout des places de commerce". Il prône "la simplification à outrance". À ses yeux, bien que les ports français soient bien classés, il estime qu'il est plus simple pour un conteneur d'arriver à Paris en provenance d'Anvers que d'être livré en provenance du Havre. Arnaud LEROY ajoute en outre qu'un port doit être "la porte d'entrée du commerce mondial". Revenant sur le concept des villages fret allemands, il les chiffre au nombre de trente-cinq Outre-Rhin aujourd'hui. Enfin, il souligne que le candidat MACRON souhaite financer 5 milliards d'euros dans les infrastructures et prévoit de relancer le mode ferroviaire. Laurent COURTOIS, cheminot et représentant de Jean-Luc MELENCHON, le candidat de "La France insoumise" à l'élection présidentielle, annonce également que la taxe carbone doit être appliquée. "On ajoutera une taxe kilométrique pour les transporteurs routiers", précise-t-il. Il rappelle que Modalhor a été inventé par les Français et regrette que "la SNCF ait arrêté le wagon isolé". Déplorant le report modal dont a bénéficié la route ces dernières années en France, il annonce le souhait du candidat de "revenir vers" cette option. Selon lui, "les paquets ferroviaires (européens) ont eu un impact sur les cheminots". Il se dit opposé au tunnel Lyon-Turin. Quant aux ports, il regrette que "certaines plateformes logistiques ne soient plus utilisées". Au plan fluvial, il estime que les ouvrages d'art sont aujourd'hui en mauvais état. Laurent COURTOIS déclare enfin qu'une réflexion sur la multimodalité est nécessaire. François DE VOYER, le président du club Audace, représentant Marine LE PEN pour le Front national, se dit de son côté favorable à un plan d'investissement en termes d'infrastructures. Il indique que la candidate souhaite la création d'un grand ministère de l'Aménagement du territoire et des Transports et d'un grand ministère de l'Outre-Mer. À propos du projet de canal Seine-Nord, le représentant du FN indique : "Nous sommes dubitatifs. Il va servir aux Pays-Bas et à l'Europe du Nord". Il évoque à son tour le sujet des travailleurs détachés, estimant qu'il s'agit d'une "concurrence déloyale". Reste à savoir aujourd'hui quel candidat se sera montré le plus séduisant vis-à-vis des professionnels du transport et de la logistique mardi matin à la porte de Versailles.